

LE SÉLECTIONNEUR BELGE DE L'ÉQUIPE GUINÉENNE DE FOOTBALL, PAUL PUT

Il va falloir être à 200% pour créer l'exploit

Le sélectionneur belge de l'équipe guinéenne de football, Paul Put, a déclaré samedi que le "Syli national" avait besoin d'être "à 200% de ses moyens", pour espérer créer l'exploit ce soir face à l'Algérie, au stade du 30 juin du Caire (20h00, algérienne), en 1/8es de finale de la CAN-2019 en Egypte (21 juin – 19 juillet).

“L’Algérie est en pleine confiance, elle a démontré c’est quoi un football moderne. La Guinée est une équipe en phase de reconstruction. Nous allons faire de notre mieux pour contrer cette équipe algérienne, il va falloir être à 200% de nos moyens pour créer l’exploit”, a indiqué Paul Put, en conférence de presse tenue au stade du 30 juin du Caire. L’équipe nationale a terminé le premier tour en tête du groupe C, alignant trois victoires en autant de matchs, ce qui n’était plus arrivé depuis l’édition 1990 disputée et remportée à domicile. La Guinée s’est qualifiée, quant à elle, parmi les quatre meilleures nations classées troisièmes, en compagnie de la RD Congo, du Bénin, et de l’Afrique du Sud. “Nous avons accompli jusque-là un bon tournoi. Nous avons réalisé un bon travail, mais nous devons

faire preuve de plus de concentration durant nos matchs “, a-t-il ajouté. Interrogé sur le sélectionneur Djamel Belmadi, élu meilleur entraîneur de la phase de poules, Paul Put n’a pas tari d’éloges sur l’ancien capitaine des Verts. “Je dois le féliciter pour le travail accompli, ce n’est pas facile de travailler en Algérie. L’état d’esprit des joueurs l’a beaucoup aidé “Put, passé notamment par l’USM Alger (2016-2017), s’est dit rassuré par la volonté de ses joueurs, avides d’imiter la performance du Bénin, auteur vendredi d’une retentissante qualification pour les quarts de finale aux dépens du Maroc (1-1, aux t.a.b : 4-1). “Je suis très content pour le Bénin. Les joueurs sont motivés, c’est à eux de montrer leurs qualités face à l’Algérie, je leur fait confiance. Nous essayons de préparer ce match de la meilleure des manières. Nous



avons analysé l’adversaire, les joueurs sont conscients, j’espère qu’on sera présents demain”.Avant d’enchaîner à propos des ambitions de la Guinée : “ Nous sommes confiants, sinon ça aurait été mieux de rester à la maison. Tout le monde est conscient, j’espère que ça ira

dans le bon sens face à l’Algérie”. Présent face aux médias en compagnie de son sélectionneur, le capitaine guinéen Ibrahima Traoré, serein, a indiqué que les joueurs étaient prêts “ pour se battre “” Le match face à l’Algérie sera très disputé. Nous allons affronter une

grosse équipe algérienne qui a affiché ses ambitions. Le Bénin a montré la voie hier face au Maroc, si on peut se servir de cet exemple et créer l’exploit, on va le faire”, a affirmé le milieu de terrain du Borussia Monchengladbach (Allemagne), regrettant au passage la défection du joueur vedette Naby Keita (Liverpool/ Angleterre). “ Il est notre star, il a gagné la Ligue des champion, il s’est malheureusement blessé. Il n’est pas là pour nous aider, c’est une grande perte, il aurait pu faire la différence. Il y’a d’autres joueurs qui sont aussi talentueux “Enfin, Ibrahima Traoré a botté en touche une question relative aux primes de qualification :” On a trop tendance de parler de primes, je m’en fous des primes. Nous allons jouer certainement face à la meilleure équipe du tournoi. Le plus important est d’être prêts demain pour se battre “.

LA JUVE ET LE NAPOLI SE LIVRENT BATAILLE POUR MAURO ICARDI

Les déclarations de Mino Raiola sur Paul Pogba font grand bruit en Angleterre

Les deux clubs italiens ont lancé les hostilités pour Mauro Icardi, Raiola enflamme la presse anglaise, et le Barça abandonne Matthijs de Ligt à la Juventus, voici votre revue de presse du 6 juillet 2019.

Lorenzo Insigne en échange de Mauro Icardi ?

En Italie, une bataille se livre sur le dossier Mauro Icardi. C’est en tout cas ce que l’on peut lire en Une de la Gazzetta dello sport. Le journal transalpin parle de duel entre la Juve et le Napoli. Ce dernier proposerait 60M€ pour convaincre l’Inter de le laisser filer. À

noter que selon la Gazzetta, les deux clubs italiens seraient également au coude à coude sur le transfert de Rafael Leão du LOSC. Et sur la couverture du Corriere dello sport, on apprend que la Juventus demanderait Nicolò Zaniolo de l’AS Roma en échange de Gonzalo Higuaín ! Et sur Icardi, Naples aurait aussi une autre proposition en magasin que les 60M€ évoqués par la Gazzetta dello sport, à savoir Lorenzo Insigne comme monnaie d’échange.

De Ligt : « on y est ! »

Encore en Italie, le journal TuttoSport l’affirme, le Barça abandonne définitivement

pour Matthijs de Ligt. « On y est », titre le quotidien pro Juventus. Une affirmation qui fait notamment suite aux déclarations de Josep Bartomeu , président du Barça à ce sujet : « cela fait un moment que j’ai dit que je savais où allait se retrouver De Ligt. Je ne peux pas le dire car ils doivent en parler en premier » . Pas à Barcelone donc a priori, et d’après le journal italien, ce sera bien à Turin.

Pogba veut partir

Enfin, du côté de l’Angleterre, un autre dossier fait beaucoup de bruit, celui de Paul Pogba, annoncé en partance de Manchester

United depuis le début de l’été, son agent Mino Raiola s’est laissé aller à quelques indiscretions sur le sujet, confirmant les envies d’ailleurs de son joueur : « Tout le monde au club, du manager au propriétaire, connaît les souhaits de Paul », a-t-il déclaré au Times. « Tout le monde connaît la volonté de Paul d’aller de l’avant ». « Pogba veut partir », résume ainsi le Daily Express. Du côté du Daily Mirror aussi la nouvelle fait les gros titres : « Sors moi de là », s’amuse le quotidien anglais. Et c’est vers la Juve ou le Real Madrid que devrait se diriger le milieu de terrain français.

FC BARCELONE

Bartomeu lâche ses vérités sur les dossiers Neymar, Griezmann et de Ligt

Josep Bartomeu a tenu une conférence de presse. Le président de l’écurie catalane a fait un point sur tous les dossiers chauds.Le FC Barcelone s’agite en coulisses, les Catalans ont annoncé la démission de Jordi Mestre, vice-président du club. Un homme dévoué que le président Josep Bartomeu a tenu à remercier ce vendredi lors d’une conférence de presse programmée avant la présentation de Frenkie de Jong, histoire de ne pas la polluer avec d’autres questions sur l’actualité brûlante du club. « J’apprécie le travail et le professionnalisme de Jordi Mestre a eu durant toutes ces années. Je le remercie pour tout ce qu’il a fait pour le Barça, en particulier pour le foot féminin (...) Il y a deux jours, nous sommes allés manger avec Jordi Mestre et il m’a expliqué que, pour différentes raisons, l’une d’entre elles étant un désaccord avec la direction sportive ; il souhaitait quitter le club. Je ne lui ai pas demandé de continuer. J’ai compris, ce n’était pas facile. Je vais assumer ce poste, comme je l’avais fait il y a deux ans quand Susana Monje avait démissionné de la vice-présidence économique et lorsque Manel Arroyo l’a fait ».Un départ qui n’est pas lié au potentiel retour de Neymar. « Le départ de Mestre



n’a rien à voir avec Neymar, ni avec les 200% (Mestre avait assuré en 2017 que Neymar resterait à 200% avant de finalement signer au PSG). Il y avait des divergences avec la direction sportive et cela, ainsi que d’autres raisons, l’ont décidé à partir ». Il a ajouté ensuite au sujet du Brésilien parti pour 222 millions d’euros il y a deux ans : « Nous savons que Neymar veut quitter le Paris Saint-Germain. Mais nous savons que le PSG ne veut pas qu’il s’en aille ». Puis quand un journaliste lui a demandé si lui souhaitait

un retour de “Ney”, il a répondu : « Nous n’aimons pas parler des joueurs des autres clubs, tout comme nous n’aimons pas que les clubs parlent de nos joueurs ». Enfin, la presse a demandé au président si c’était lui qui avait appelé Neymar ou si c’était une demande de Lionel Messi. « Je le sais parce que je l’ai lu dans la presse et parce qu’avec le président Nasser Al-Khelaifi nous nous croisons souvent aux réunions de l’ECA. En ce qui concerne Messi, je peux dire que c’est une légende. Ni lui, ni aucun

joueur n’ont demandé un transfert. Ils se limitent au fait de jouer ».

Bartomeu évoque le cas Neymar

Ce qui est certain, c’est qu’un retour de Neymar pourrait toutefois entraîner certains départs. La presse espagnole parlait notamment d’un potentiel départ d’Ousmane Dembélé. Un élément que Bartomeu a été invité à comparer au Brésilien. « Pour moi, oui (Dembélé est meilleur que Neymar). Dembélé est un joueur différent et nous voulons qu’il reste jouer ici ».

Un cas d'école

Comment la finance a tué Moulinex

Lors du Forum économique mondial de Davos, en janvier 2004, un sujet d'inquiétude a surgi, inattendu dans les cénacles : les délocalisations. Tant que celles-ci concernaient les industries traditionnelles, nul n'y trouvait à redire. Désormais, elles affectent des emplois de service parfois qualifiés (informatique, conseil juridique...) et touchent les classes moyennes. Les dirigeants occidentaux commencent à s'en inquiéter. En France, à la veille des échéances électorales, le président de la République et le gouvernement font semblant de découvrir les dégâts de la désindustrialisation afin de masquer leur bilan social désastreux (lire « Etat d'urgence sociale »). L'affaire Moulinex représente un cas d'école : soumise à la « dure loi des marchés financiers », l'entreprise a exigé des salariés des adaptations sans fin. Dont elle est morte.

On dit que le poisson rouge jouit d’une mémoire qui n’excède pas les trois secondes et qu’il en tire l’aptitude à tourner dans son bocal sans ennui. Toute à ses urgences instantanées – les buralistes, l’euthanasie, le voile, les radars –, la presse ordinaire fait tranquillement ses ronds dans l’eau. Il y a beau temps que l’affaire Moulinex lui est sortie de la tête. Pourquoi en aurait-elle gardé la trace ? Un dépôt de bilan qui remonte à septembre 2001, des enchères de liquidation un an plus tard : tout ça est si loin. Que reste-t-il de Moulinex ? Quelques centaines de salariés encore sur le carreau en dépit des promesses de reclassement – impropres à faire des images, autant dire rien.

On pourrait objecter que Moulinex ne jouit d’aucune singularité, et que les Metaleurop, Air Lib, et autres GIAT qui lui ont succédé n’ont pas moins de titres à revendiquer les attentions de l’actualité sociale. Si l’on veut ne pas s’abandonner à la litanie désespérante des catastrophes économiques, mais prendre la mesure des enchaînements que les engendrent sans discontinuer, il est utile de s’arrêter un instant sur l’une d’elles, pourvu qu’on puisse y trouver les grands invariants de la destruction industrielle, ces mêmes causes qui produisent en de multiples endroits les mêmes effets. De ce point de vue, Moulinex est une affaire exemplaire, un cas d’école pour une anatomie de la mondialisation.

On finirait presque par croire, rétrospectivement, qu’elle était vouée de toute éternité à en épouser tous les accidents, toutes les contraintes déguisées en raison managériale – et finalement tous les maux.

Le destin de Moulinex bascule dans la période où la mondialisation semble prendre son essor. C’est au milieu des années 1980 que se pose la question de la succession de Jean Mantelet, président historique, paternaliste et typiquement fordien. Pour contourner la difficulté liée à l’impossibilité d’une transmission dynastique – faute d’héritier – la finance, au commencement d’une formidable vague d’innovations, propose déjà ses solutions et leur technicité au goût du jour. Adapté en français, le LMBO (1) anglo-saxon, qui a la faveur du moment, se dit RES : reprise de l’entreprise par ses salariés. Premier d’une longue série d’escroqueries intellectuelles qui culminera dans les contes de l’épargne salariale, le RES tient beaucoup à son appellation qui voudrait le faire passer pour une sorte de coopérative ouvrière capitaliste, oxymore sur le papier et mensonge dans la réalité puisque, le pouvoir étant proportionné à la participation financière, il est capté par les plus fortunés des cadres supérieurs, eux-mêmes déjà les plus haut placés dans la hiérarchie du commandement salarial. Le RECS, c’est-à-dire la reprise de l’entreprise par certains salariés, qu’on pourrait également appeler le REPGS – comme reprise de l’entreprise par les plus gros salariés –, installe aux commandes de Moulinex à partir de 1987 un triumvirat constitué par MM. Roland Darneau, directeur général, Michel Vannoorenberghe, directeur financier, et Gilbert Torelli, directeur commercial – le risque du soviet est donc écarté.

L’âge d’or de Moulinex s’enfonce dans le passé, son univers n’est plus le même. La concurrence tempérée du fordisme se fait plus dure, importations asiatiques obligent, mais surtout sous l’effet du pouvoir croissant des monopsones (2) de la grande distribution. M. Roland Darneau, qui pense que seuls des grands vendeurs peuvent ne pas être écrasés par de grands acheteurs, trouve là motif à épouser une mode stratégique en plein essor et promise à un brillant avenir : la croissance externe. La recherche de puissance par la taille entraîne Moulinex dans une série d’acquisitions internationales qui culmine en 1991 avec l’achat de l’allemand Krups... et laissera des traces durables dans le bilan de l’entreprise, maintenant lesté d’une dette considérable.

La stratégie de M. Darneau n’est pas structurellement stable : tout juste praticable par beau temps, elle ne peut résister à un à-coup conjoncturel important. Or, si la microéconomie de la mondialisation est parfois amusante quand tout va bien et qu’il est possible de s’adonner à l’ivresse des fusions, la macroéconomie dans laquelle elle est plongée n’est pas un long fleuve tranquille. Dominée par la finance internationale déréglée, elle en importe l’instabilité intrinsèque et enregistre les secousses des marchés. Les années 1990 commencent, il va falloir s’accrocher : les secousses en question vont être de taille. La crise monétaire européenne de 1992 et la quasi-explosion du serpent monétaire européen (SME) conduisent à des dévaluations de la livre, de la lire et de la peseta qui détruisent les avantages compétitifs des produits Moulinex, peu différenciés et engagés sur des marchés de concurrence par les prix.

La direction de Moulinex, qui s’est d’abord adonnée à la mondialisation excitante – manœuvres financières du RES, stratégie internationale de croissance externe... –, en expérimente à présent tous les désagréments : l’entreprise est emportée comme fêtu de paille par des forces adverses qui la dépassent. Depuis la restriction du crédit qui a suivi le krach immobilier de 1991-1992 jusqu’aux déséquilibres monétaires européens en passant par les aberrations de la politique de désinflation compétitive ficelée par les marchés, toutes les puissances de la finance déréglée travaillent à détruire la croissance et l’emploi. Dans le secret de son cabinet, pourtant, M. Alain Minc commence la patiente méditation qui le conduira à l’hypothèse de la « mondialisation heureuse ». En attendant, les entreprises découvrent sur le tas la brutalité des retournements dont



fait plus dure, importations asiatiques obligent, mais surtout sous l’effet du pouvoir croissant des monopsones (2) de la grande distribution. M. Roland Darneau, qui pense que seuls des grands vendeurs peuvent ne pas être écrasés par de grands acheteurs, trouve là motif à épouser une mode stratégique en plein essor et promise à un brillant avenir : la croissance externe. La recherche de puissance par la taille entraîne Moulinex dans une série d’acquisitions internationales qui culmine en 1991 avec l’achat de l’allemand Krups... et laissera des traces durables dans le bilan de l’entreprise, maintenant lesté d’une dette considérable.

La stratégie de M. Darneau n’est pas structurellement stable : tout juste praticable par beau temps, elle ne peut résister à un à-coup conjoncturel important. Or, si la microéconomie de la mondialisation est parfois amusante quand tout va bien et qu’il est possible de s’adonner à l’ivresse des fusions, la macroéconomie dans laquelle elle est plongée n’est pas un long fleuve tranquille. Dominée par la finance internationale déréglée, elle en importe l’instabilité intrinsèque et enregistre les secousses des marchés. Les années 1990 commencent, il va falloir s’accrocher : les secousses en question vont être de taille. La crise monétaire européenne de 1992 et la quasi-explosion du serpent monétaire européen (SME) conduisent à des dévaluations de la livre, de la lire et de la peseta qui détruisent les avantages compétitifs des produits Moulinex, peu différenciés et engagés sur des marchés de concurrence par les prix.

La direction de Moulinex, qui s’est d’abord adonnée à la mondialisation excitante – manœuvres financières du RES, stratégie internationale de croissance externe... –, en expérimente à présent tous les désagréments : l’entreprise est emportée comme fêtu de paille par des forces adverses qui la dépassent. Depuis la restriction du crédit qui a suivi le krach immobilier de 1991-1992 jusqu’aux déséquilibres monétaires européens en passant par les aberrations de la politique de désinflation compétitive ficelée par les marchés, toutes les puissances de la finance déréglée travaillent à détruire la croissance et l’emploi. Dans le secret de son cabinet, pourtant, M. Alain Minc commence la patiente méditation qui le conduira à l’hypothèse de la « mondialisation heureuse ». En attendant, les entreprises découvrent sur le tas la brutalité des retournements dont

est capable un régime de croissance piloté par la finance. Au sortir d’une phase qui a vu l’extension de son périmètre industriel, mais au prix d’une grande fragilisation financière, Moulinex ne peut faire face à une dégradation conjoncturelle d’une telle violence. Pour les banques qui ont elles-mêmes à digérer le flot des mauvaises créances laissées par le krach immobilier et qui réduisent leurs engagements, c’est assez ! Le client Moulinex est prié d’aller se faire financer ailleurs. Ce que le crédit bancaire ne veut plus assumer, seul le financement de marché peut le prendre en charge. Mais, pour que Moulinex puisse se présenter sur le marché et y lever des fonds propres, il importe préalablement de déverrouiller sa structure capitalistique. Menaçant de toute façon de fermer le robinet du crédit, les banques sont bien placées pour convaincre Moulinex d’aller se faire voir à la Bourse, et par conséquent de commencer par ouvrir son capital. Le RES, passé sans transition du statut de nec plus ultra à celui d’archaïsme, est débouclé. Les camarades dirigeants de l’ex-coopérative ouvrière peuvent sortir avec force plus-values, et l’actionnaire « faire son entrée en majesté. L’actionnaire, c’est M. Jean-Charles Naouri et sa holding Euris. Avec 33 % du capital, il détient le contrôle effectif et peut nommer le président de sa stratégie : M. Pierre Blayau.

La Bourse exige des délocalisations

Passé par Pont-à-Mousson et Pinault-Printemps-Redoute, M. Blayau débarque à Moulinex début 1996 en archétype du patron au goût du jour. Rien de ce qui se termine en ing ne lui est étranger : downsizing, outsourcing, re-engineering sont les lieux familiers de sa pensée du progrès. Comme souvent, un rapport du cabinet McKinsey a pour fonction de certifier dans les termes de la novlangue managériale l’inéluctable bienfait du coup de machette qui va s’abattre. Les usines de Mamers et Argentan sont fermées, leur production transférée, notamment à Bayeux, et les salariés sont priés de suivre. Réduction drastique des coûts salariaux en France, délocalisation des productions et des marchés, externalisations et flexibilité : voilà ce que la Bourse souhaitait entendre. La seule annonce du plan de restructuration de Pierre Blayau suffit à faire bondir le cours qui, descendu à 65 francs (9,90 euros) fin 1995, remonte à 98 francs en juin 1996. Pendant ce temps, les collectivités lo-

cales et l’administration se débrouillent avec les plans sociaux de Mamers et Argentan... L’idylle boursière de Moulinex ne va pas durer longtemps. La mondialisation n’est pas bonne fille. Alain Minc vient à peine de la déclarer heureuse, et voilà qu’éclate la crise financière internationale de 1997, répétée en plus violent en 1998 ! Pour Moulinex, c’est une catastrophe. Ses marchés extérieurs sont sinistrés, notamment l’Amérique latine et la Russie. L’effondrement de ses volumes d’activité est fatal à une entreprise dont la situation est encore chancelante, plus encore sous la pression des marchés financiers. Les analystes qui trouvaient magnifiques Moulinex et son management en ing révisent brutalement leurs avis et passent en position « vendeur ».

À ce moment précis, M. Pierre Blayau, au risque de déplaire à son ami Alain Minc, commence à trouver la mondialisation un peu pénible. Les investisseurs y ont acquis une telle position de force qu’ils sont en situation de ne plus tolérer la moindre baisse de profit. Le financement par le crédit était ringard, cela va sans dire, mais la relation bancaire pouvait devenir partenariale et permettait alors de voir au-delà des fluctuations conjoncturelles et de supporter des baisses de rentabilité transitoires. La finance actionnariale ne veut rien savoir de ce genre de tolérance ; elle exige en permanence l’ajustement instantané du profit. Aussi la direction de Moulinex n’a-t-elle plus pour obsession que de reconquérir au plus vite l’opinion actionnariale. Son sort en dépend puisqu’un cours trop bas rend l’entreprise « opéable », d’autant que son capital est flottant à presque 70 %. Or les investisseurs ne sont plus disposés à attendre davantage lorsqu’il apparaît que l’exercice 1999 est catastrophique, et le premier semestre 2000 pire encore. Le titre, devenu très spéculatif depuis 1998, descend à 9,5 euros fin décembre 1999. Il faut faire quelque chose, et vite. M. Blayau sait d’ailleurs très bien quoi. Aux yeux de la tutelle actionnariale, le « quelque chose » est toujours la même chose : rétablissement de la rentabilité par la compression des coûts et abandon des branches les moins profitables. Prés de 2000 postes sont supprimés. La finance apprécie le beau geste... mais le trouve insuffisant. Désormais, il ne reste qu’une solution : l’adossement à un autre groupe. Après avoir caressé l’hypothèse Seb, M. Blayau entame des négociations avec Brandt, dont l’actionnaire majoritaire, l’italien El-Fi a acquis 23 %

de Moulinex. Le projet de créer le troisième groupe mondial d’électroménager (3) est péniblement finalisé en décembre 2000. Absorption oblige, M. Blayau cède la place à M. Patrick Puy. Malheureusement, pendant les grandes manœuvres, la situation n’a cessé de se dégrader. En 2001, la conjoncture macroéconomique globale s’est une nouvelle fois retournée. M. Puy annonce, au printemps, un énorme plan de restructuration, plus douloureux encore que les précédents – 4 000 emplois au total, dont 1 500 en France. Mais plus personne n’y croit. Ni les banques qui refusent de soutenir cette restructuration de plus, ni l’actionnaire principal El-Fi. Assèchement définitif du financement, dernière station du calvaire de Moulinex ; le bilan est déposé le 7 septembre 2001.

Disons-le une fois de plus au risque de polémiquer inutilement avec M. Alain Minc : pour Moulinex, la mondialisation a été un peu chienne. En vérité, elle ne lui a rien épargné. Elle lui a même sorti tout ce qu’elle avait en magasin : crises monétaires européennes, crises financières émergentes, éclatement de la bulle de 2000, avec à chaque fois leur cortège d’effets macroéconomiques – dévaluations surprises, retournements conjoncturels violents, le tout à accommoder dans l’instant sur le commandement du capital patrimonial. Entre tous ces fléaux, un point commun : la finance déréglée.

Pourtant, la vraie peste qui a fait crever Moulinex vient probablement d’ailleurs. Elle vient de la concurrence dont toutes les forces ont été déchaînées au nom du progrès économique. La concurrence : maxime de toutes les déréglémentations, sain principe de l’efficacité, aiguillon des tendances à la paresse... On peut ne pas céder aux mythes du marché mondial et de la « loi d’un seul prix » des économistes sans méconnaître pour autant l’intensification des mécanismes concurrentiels depuis qu’ont été abattues les barrières qui cloisonnaient les marchés de biens et les investissements directs à l’étranger. Considérer que ces barrières ne sont pas tombées toutes seules mais qu’il a fallu des interventions actives pour les renverser donne une nouvelle occasion d’apercevoir que la « mondialisation » n’est pas le processus impersonnel qu’on décrit parfois, mais le produit d’un cumul de décisions de politiques publiques dont on pourrait nommer les auteurs et indiquer les lieux : GATT, OMC, G7, Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), Marché commun du Sud (Mercosur), Commission européenne, etc. Le « père Mantelet » n’a pas connu ce monde-là. Lui n’a jamais eu affaire qu’à la paisible concurrence fordiste et à ses aimables arrangements oligopolistiques – à moi les micro-ondes, à toi les friteuses. Mais quand débarquent les concurrents asiatiques, quand les rivaux européens se mettent à faire construire en Chine ou au Mexique et quand la grande distribution pressure tout le monde indistinctement, ce sont des affrontements féroces qui déterminent la persévérance dans l’être. Le déchaînement de la concurrence généralisée fait alors vivre les salariés dans une tension permanente et exténuante, tension des luttes à mort du capital. Il ne faut pas chercher ailleurs le principe de l’incroyable récurrence des plans sociaux qui ont fini par égarir Moulinex.